



www.visa-isa.org

ELECTIONS REGIONALES DANS LE VAR ET EN REGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR (PACA) LE FN ENTRE EN CAMPAGNE

Si fin août, Marion Maréchal Le Pen pouvait annoncer triomphalement : « *il n'y aura pas de liste FN dissidente en PACA* », la crise entre le père fondateur et la direction actuelle du Front a laissé quelques traces.

Ainsi, à Vidauban (83), commune de 10.000 habitants où le FN avait recueilli 27% des voix aux Municipales, les 4 conseillers frontistes élus ont quitté le Front... tout en conservant leur mandat.

Dans toute la région PACA, des conseillers municipaux FN ont aussi déserté leur parti : c'est le cas à Manosque (05), à Digne Les Bains (05), au Cannet (06), et à Cavillon (84) où trois des six conseillers sont partis et ont créé leur propre groupe (*Canard Enchaîné* du 12 août 2015). A La Ciotat (13) trois des cinq élus frontistes ont démissionné de leur mandat en un an.

Aux dernières nouvelles, l'optimisme de Marion Maréchal Le Pen doit être sérieusement tempéré : un certain nombre de vieux cadres, ne voyant pas venir « l'ouverture » sur la liste du FN, se rapprochent de La Ligue du Sud du maire d'Orange, Jacques Bompard, et menacent de faire liste commune avec ces anciens « traîtres » ! Les manœuvres et les coups bas pré-électoraux ne sont donc pas terminés.

En attendant de débaptiser le Massif des Maures

La future tête de liste frontiste en PACA, malgré tous ces revers, a réussi un bon coup politique cet été sur un de ses terrains favoris : la chrétienté, censée être menacée par « l'afflux massif » des clandestins. Dans un interview à *Var Matin* le 1er septembre, elle martèle à ce sujet « *je ne souhaite pas que la PACA devienne une favela de la méditerranée* ».

Trois jours avant, elle avait réussi à se faire inviter par l'université d'été du diocèse de Fréjus-Toulon, à l'hostellerie de la Sainte-Baume.

Cette venue très médiatisée lui a permis de soutenir que « *la doctrine du FN n'est pas en incohérence avec la doctrine de l'église catholique* » et que la « *politique avait réactivé sa foi* ». Comme le remarquait le journaliste de *Var Matin* (30 août 2015) : « *la stratégie frontiste de dédiablement n'a sans doute jamais aussi bien porté son nom* ».

Heureusement, cette invitation à débattre avec Marion Maréchal Le Pen a suscité des réactions au sein même de la communauté catholique. Ainsi, le jour même, **l'Action Catholique Ouvrière** du Var a diffusé le communiqué suivant : « *Le retentissement de l'invitation faite à Mme Le Pen, candidate potentielle du Front National aux prochaines élections régionales, par l'Observatoire Sociopolitique du diocèse de Fréjus Toulon, ne peut laisser à penser que l'Eglise du Var est engagée pour ce parti. Chrétiens engagés « dans la vie de la cité », véritable sens du mot politique, et à des titres et responsabilités multiples, nous demandons à notre évêque, de lever sans tarder l'ambiguïté que cette situation a créé. Dans un état républicain, laïc et démocratique l'Eglise ne peut être perçue comme faisant la courte échelle aux partis et aux clans politiques. Pour nous l'idéologie xénophobe et raciste que véhicule le Front National est incompatible avec l'Évangile* ».

Une campagne sur les chapeaux de roues

Cette offensive de charme vers les secteurs catholiques traditionalistes marque le début d'une entrée en campagne électorale par ailleurs émaillée d'incidents et de couacs.

Ainsi lors d'un meeting à Guillestre (05), devant une quarantaine de sympathisants, un « comité d'accueil » de 150 opposants l'a reçue comme elle le méritait. Sa sortie provocatrice du côté des contre manifestants lui a valu quelques éclaboussures de bière et fut le prétexte, pour le FN, d'un dépôt de plainte contre... le maire « pour manquement grave aux responsabilités d'ordre public ».

A Saint Maximin dans le Var, sa demande de tenir un meeting sur la place publique a été rejetée par le maire UMP puis par le Tribunal Administratif de Toulon pour des raisons de sécurité. Ayant beau jeu de se présenter en victime, elle a réussi à se faire accueillir par une centaine de sympathisants sur une place de la ville.

Cet activisme amène parfois à la sortie de route. A une conférence de presse au Castellet (Var), le 18 septembre 2015, devait être annoncé « *un ralliement important dans le milieu du sport* ». Mais le supposé « rallié », l'ancien pilote de Formule 1 Jean-Pierre Jarrier, s'est désisté, expliquant même : « *je ne suis pas frontiste, je pense même l'exact contraire du FN sur à peu près tous les sujets* ». Ce ratage n'a pas empêché la tête de liste frontiste dans le Var, Marc Etienne Lansade, par ailleurs maire de Cogolin, d'expliquer que sa liste proposait « *un grand prix de formule 1 électrique à Saint Tropez* » ainsi qu' « *un grand projet provençal dans la veine de celui du Puy du Fou* » (*Var Matin* du 1er Octobre 2015).

Ainsi donc la drague des milieux traditionalistes n'empêche pas le FN de se parer de vertus écologistes, fussent ils pour les riverains du golfe. Une campagne vert de gris en somme.

Des résistances encore faibles

Du côté de la société civile, c'est le président du Club de Rugby Toulonnais (RCT), Mourad Boudjellal, qui, à deux reprises, a passé un drop contre l'équipée frontiste. Au printemps

dernier, il avait refusé que son club aille jouer un match amical contre Béziers, après l'élection de Ménard. Le 21 août, en « ouverture » du match contre le Stade Français au stade Mayol de Toulon, il fit passer une petite vidéo parodiant la crise entre Marine Le Pen et son père à la manière du jeu télévisé « le maillon faible » (*Le Monde* sport et forme du 29 août 2015). Il expliqua « *combattre le FN, ce n'est pas faire de la politique, c'est respecter nos ancêtres* ». Cette réaction, comme celle du pilote Jarrier, est salutaire mais encore bien isolée dans le département.

Du côté des associations, partis et syndicats, l'existence depuis plus d'un an de la **coordination varoise contre l'extrême droite** regroupant des associations locales (à Brignoles, Cogolin, Fréjus et Le Luc), des sections de la Ligués des Droits de l'Homme (à Toulon, Draguignan et Fréjus), une organisation membre du Front de Gauche (Ensemble !), trois unions départementales syndicales du Var (Solidaires, FSU et Confédération Paysanne) ainsi que VISA 83, est un point d'appui fragile mais important pour mutualiser et démultiplier les expériences. Sa crédibilité progresse mais son élargissement à d'autres forces syndicales et politiques, ainsi qu'à d'autres associations citoyennes qui sont actives dans la dénonciation de la gestion des mairies frontistes (telles que Forum Républicain à Fréjus et Place Publique à Cogolin), n'est pas encore gagné.

Face au péril frontiste, déjà bien en place dans le Var, nous ne sommes qu'au début d'une longue et difficile bataille où la détermination doit rimer avec patience et endurance et où tout sectarisme et esprit de boutique doit être banni.